

Service santé et protection des animaux et de l'environnement

VESOUL, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DU BREUCHIN

La Rochotte
70310 AMONT ET EFFRENEY

N/Réf : EF/SR N°2022 01399

Code AIOT : 0057000037

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement PISCICULTURE DU BREUCHIN implanté à La Rochotte - 70310 AMONT ET EFFRENEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite au changement de propriétaire, vérification des conditions globales de fonctionnement : absence de modification notable ou substantielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DU BREUCHIN
- La Rochotte 70310 AMONT ET EFFRENEY
- Code AIOT : 0057000037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La production annuelle de la pisciculture est d'environ 30 tonnes, cette dernière est donc soumise à autorisation sous la rubrique 2130. Les espèces produites sont des saumons de fontaines et des truites arc-en-ciel et fario (production d'alevins et grossissement).

La pisciculture du Breuchin est composée :

- de bassins maçonnés (notamment pour l'élevage des juvéniles),
- de bassins en terre,
- d'un bâtiment destiné à la production d'alevins (écloserie),
- de bâtiments de stockage pour l'aliment et le matériel divers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2 | Pollution | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11 | / | Lettre de suite préfectorale | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Intégration paysagère | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6 | / | Sans objet |
| 3 | Pollution | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 12 | / | Sans objet |
| 4 | Gestion des cadavres | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18 | / | Sans objet |
| 5 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 29 | / | Sans objet |
| 6 | changement de propriétaire | Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de fonctionnement sont satisfaisantes pour les points ayant fait l'objet du contrôle sauf en matière de stockage de produits dangereux, lesquels doivent être stockés sur des bacs de rétention différents afin d'éviter tout risque d'accident.

Le fonctionnement global n'a pas subi de modification notable malgré le changement de propriétaire, maintien des employés en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration paysagère

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6 |
| Thème(s) : Autre, Intégration paysagère |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent : - d'intégrer l'installation dans le paysage ; - de protéger ses installations et le milieu environnant en cas d'inondation. |
| Constats : Les installations sont intégrées dans le paysage : - présence de haies vives entre les bassins, - pour-tour des bassins enherbé, Le site est entretenu, les divers bâtiments intégrés aux installations de la pisciculture ont été débarrassés de tout le matériel et les matériaux inutilisés et nettoyés. La pisciculture n'est pas en zone inondable, absence de PPRi sur la commune d'AMONT ET EFFRENEY. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Pollution

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits nocifs pour le milieu naturel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. |
| Constats : Les produits nocifs pour le milieu naturel sont stockés en sous sol dans le bâtiment dénommé "chalet". Ceux-ci sont stockés sur un bac de rétention. Une attention particulière doit être apportée à ce stockage, les caractéristiques chimiques des produits n'ont pas été pris en compte. Les produits incompatibles entre eux doivent être stockés sur des bacs de rétention différents afin d'éviter tout risque de dangers de type émanation toxique ou explosion. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 3 : Pollution

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte des eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux, autres que celles sortant des bassins d'élevage et des eaux de pluies, est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées. Ces eaux sont dirigées vers le réseau collectif d'assainissement ou traitées par un dispositif d'assainissement non collectif. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par une gouttière et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel sans préjudice pour l'environnement. |
| Constats : Des travaux ont été effectués afin que les eaux de ruissellement (chemins) susceptibles d'être polluées ne soient plus mélangées aux eaux de toitures ou renvoyées directement dans les bassins d'élevage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Gestion des cadavres

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Gestion des cadavres |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur. |
| Constats : Les cadavres de poissons sont stockés dans un congélateur en attente d'enlèvements réguliers par le service public d'équarrissage. Les quantités collectées sont enregistrées dans le registre d'élevage et le bon d'équarrissage est conservé dans le registre d'élevage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Autosurveillance

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 29 |
| Thème(s) : Situation administrative, Dossier administratif |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour l'alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents. |
| Constats : <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur est présent sur site et tenu à jour ; - un plan indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour l'alimentation en eau de la pisciculture (ruisseau), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le point de rejet des effluents (passage par un filtre rotatif) de la pisciculture est présent sur site et tenu à jour ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé et le cahier d'épandage n'ont pas été observés lors de ce contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : changement de propriétaire

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 16 |
| Thème(s) : Situation administrative, changement de propriétaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : "En cas de changement d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit ce changement." |
| Constats : La notification de changement de propriétaire a été réalisée, par courrier du 23 septembre 2022, sur demande de l'inspectrice des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |